

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-120

24 juin 2021

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

Exposé des motifs

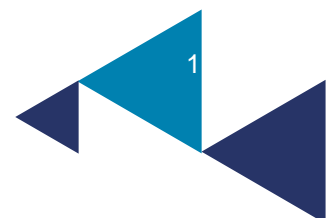
La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche transport et activités auxiliaires a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche transport et activités auxiliaires, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE transport et activités auxiliaires dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER
Président du Conseil d'administration



Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche transport et activités auxiliaires

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE transport et activités auxiliaires pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 16

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE transport et activités auxiliaires	RNCP19117	BAC PRO - MAINTENANCE DES VÉHICULES OPTION A : VOITURES PARTICULIÈRES OPTION B : VÉHICULES DE TRANSPORT ROUTIER OPTION C : MOTOCYCLES	11100	8385	8025	10840	NON CONFORME
CPNE transport et activités auxiliaires	RNCP35390	BUT - GESTION LOGISTIQUE ET TRANSPORT : MANAGEMENT DE LA MOBILITÉ ET DE LA SUPPLY CHAIN CONNECTÉES	6452	8160	7110	9100	NON CONFORME
CPNE transport et activités auxiliaires	RNCP35391	BUT - GESTION LOGISTIQUE ET TRANSPORT : MANAGEMENT DE LA MOBILITÉ ET DE LA SUPPLY CHAIN DURABLES	6452	8400	7110	9100	NON CONFORME
CPNE transport et activités auxiliaires	RNCP18023	MANAGER DE LA CHAÎNE LOGISTIQUE - SUPPLY CHAIN MANAGER (KEDGE BUSINESS SCHOOL)	7585	9000	8275	10600	NON CONFORME
CPNE transport et activités auxiliaires	RNCP30725	DIRECTEUR DES TRANSPORTS ET DES FLUX NATIONAUX ET INTERNATIONAUX (E.N.O.E.S. - E.S.T.)	10000	8668	7850	9750	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE transport et activités auxiliaires	RNCP35227	MÉCANICIEN RÉPARATEUR DE VÉHICULES INDUSTRIELS	10500	8000	6306	9975	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés